

Depuis le 21 février au soir, la Turquie mène des incursions militaires au nord de l'Irak contre les bases du PKK, sous l'œil conciliant de la communauté internationale.

Irak : offensive turque contre le PKK

Depuis le jeudi 21 février, l'armée turque mène une offensive militaire au nord de l'Irak contre les rebelles du Parti des Travailleurs du Kurdistan (PKK) qui utilise cette région comme base pour ses actions en Turquie. Une évolution prévisible après l'autorisation d'intervention accordée par le Parlement turc en octobre et les diverses opérations de commandos qui ont suivi au cours des derniers mois. «La Turquie mène un combat juste contre une organisation terroriste qui menace la paix et la stabilité régionales». C'est en ces termes que s'est exprimé mardi 26 février le Premier ministre turc Recep Tayyip Erdogan, justifiant l'incursion militaire au nord de l'Irak par le droit de la Turquie à «l'autodéfense». Le Premier ministre a ajouté que les rebelles du PKK constituent également un facteur d'instabilité pour l'Irak,

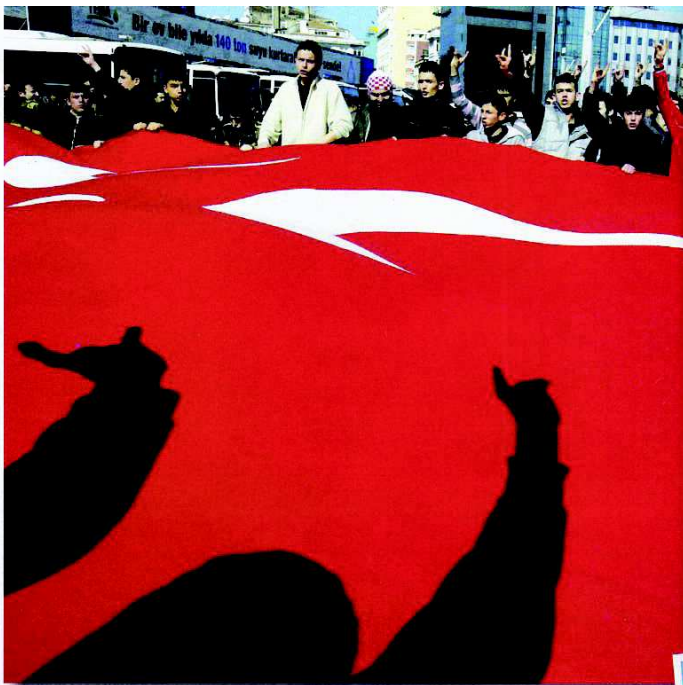
assurant que les opérations ne visent que les rebelles. Sous-entendu : l'intervention n'est pas dirigée pas contre les Kurdes d'Irak.

Un effet contre-productif

Exacerbant les nationalismes turcs au sein même de la Turquie, le conflit sert paradoxalement les intérêts du PKK ; et ce alors que l'organisation rebelle kurde a beaucoup perdu de sa puissance, notamment depuis l'arrestation de son chef Abdullah Öcalan en 1999. Aussi, depuis les réformes démocratiques pro-européennes adoptées par la Turquie, les jeunes sont moins nombreux à intégrer les rangs du PKK. Ce n'est d'ailleurs pas un hasard si l'organisation est passée d'une lutte pour un Etat indépendant à la simple revendication de l'autonomie du sud-est de la Turquie : 95 % des Kurdes ne sont pas favorables à la constitution d'un Etat indé-

pendant. En revanche, ils souhaitent un dialogue entre Ankara et le PKK. Celui-ci reste en effet pour de nombreux Kurdes de Turquie et de cette région plus particulièrement une référence incontournable. L'intervention turque risque donc d'encourager le sentimentisme kurde. Une tendance déjà bien perceptible. Le principal parti pro-kurde en Turquie, le Parti pour une société démocratique (DTP), a réclamé un arrêt des combats tout en appelant à manifester à Diyarbakir, chef-lieu déshérité et majoritairement kurde du sud-est anatolien. Lundi 25 février, ce sont des dizaines de milliers de Kurdes qui ont répondu à l'appel du DTP.

Le parti est actuellement menacé d'interdiction pour soutien aux rebelles. Quant au PKK, il appelle les Kurdes des métropoles à se révolter, menaçant de répondre par des attaques en territoire turc et de «se souvenir de ceux qui s'allient aux



L'incursion d'Ankara n'a soulevé aucune réaction hostile chez les Occidentaux, qui se contentent d'appeler la Turquie à la retenue.

lâché le PKK il y a quelques mois. Sur place, les combats font rage depuis plusieurs jours, l'armée turque tentant de prendre possession de plusieurs camps des rebelles. C'est ce que confirment les membres des forces des armées kurdes de la région autonome du nord de l'Irak. Mais selon Didier Billion, directeur adjoint de l'IRIS à Paris et spécialiste de la Turquie, «il est illusoire de considérer que seule la mainmise militaire peut totalement éradiquer une organisation telle que le PKK puisqu'il s'agit d'une organisation qui a ses bases dans une région très montagneuse et qui, au vu de la situation dans le sud-est de la Turquie et en Irak même, continuera de posséder un vivier de recrutement, chez les jeunes désœuvrés et qui voient l'avenir de façon pour le moins imprécise».

Dans cette région pétrolière, la plus stable de l'Irak depuis la chute du régime de Saddam Hussein, des voix s'élèvent parmi les députés du Parlement régional condamnant l'intervention et demandant la fermeture des quatre bases militaires turques présentes depuis plus de dix ans sur le sol irakien. La tension augmente alors que la stabilité du Kurdistan irakien est essentielle à l'ensemble du Moyen-Orient, son devenir étant suivi de près par les communautés kurdes non seulement de Turquie mais également d'Iran et de Syrie. Le gouvernement central à Bagdad a lui aussi condamné l'incursion militaire comme une «violation de la souveraineté de l'Irak». Ali Dabbagh, porte-parole du gouvernement, a affirmé que «l'action militaire turque unilatérale était inacceptable et qu'elle menaçait les bonnes relations entre les deux pays voisins».

■ Le Premier ministre turc Recep Tayyip Erdogan.

auteurs de ces massacres». Une allusion claire aux Kurdes d'Irak qui ne s'étaient pas opposés à l'entrée des troupes turques après avoir

nètement coopérer avec la Turquie pour arrêter cette menace du PKK à laquelle la Turquie et l'Irak doivent faire face», rejoignant ainsi les propos tenus par Erdogan le jour même.

Faiblesse de l'Irak et passivité internationale

Le lendemain, Ankara envoyait une délégation à Bagdad pour des entretiens alors que les combats s'amplifiaient. Les Etats-Unis, qui craignent une confrontation entre leurs alliés - les Kurdes d'Irak et la Turquie - insistent sur la nécessité d'une collaboration entre les deux parties. Ce qui surprend justement, plus que les tensions attisées, c'est le consensus que suscite l'intervention militaire chez la communauté internationale, les Etats-Unis ou encore l'Union européenne. L'offensive n'a en effet soulevé aucune réaction hostile chez les Occidentaux qui se contentent d'appeler la Turquie à la retenue et à rappeler son droit de se défendre. Kendal Nezan, président de l'Institut kurde de Paris, affirme que «les Kurdes sont extrêmement déçus du feu vert ou du feu jaune tacite des Américains face à ces incursions turques».

L'intervention place cependant les Etats-Unis dans une position délicate entre leurs deux alliés irakien et turc. La porte-parole de la Maison-Blanche Dana Perino a dit comprendre la «consternation» irakienne, ajoutant que selon eux, les Turcs se sont montrés «plutôt responsables» jusqu'à présent dans la conduite de l'opération. Si les Etats-Unis ont demandé à Ankara que l'intervention soit courte et précise, ils ont néanmoins pris garde à ne pas fixer un délai à l'allié turc. D'ailleurs, les Etats-Unis ne se contentent pas d'adopter une position conciliante à l'égard de la Turquie : l'administration Bush participe activement à la coordination des opérations et fournit, comme convenu lors de la dernière visite officielle d'Erdogan en novembre 2007, des informations satellitaires en temps réel à l'armée turque sur les déplacements des rebelles. L'offensive a donc lieu avec la bénédiction de Washington. ■ AMINA BOUBIA